

Des extras discutables

MARC WAGENER

Directeur chargé des affaires courantes de la Fondation IDEA

Au Luxembourg, les salariés bénéficient - en plus du minimum de 25 jours de congés légaux - d'une série de congés pour motifs extraordinaires. Dans son second avis annuel rendu au printemps dernier, le think tank IDEA relève une distorsion entre le nombre de jours de congés extraordinaires et les évènements auxquels ils sont liés. Son directeur chargé des affaires courantes détaille cette problématique.

«La loi définit ces congés comme extraordinaires, à savoir que certains évènements donnent droit à certains jours de congé. Ce qu'on propose, c'est de dépoussiérer la liste. Pourquoi octroyer six jours pour un mariage ou un partenariat, des évènements généralement heureux, mais trois pour le décès d'un parent au premier degré, un évènement généralement malheureux? Il y a quelque chose qui cloche là-dedans. Il faut peut-être repondérer un certain nombre de jours de congés extraordinaires.

Nous remarquons aussi une différence du nombre de jours octroyés entre le secteur public et le privé pour la naissance d'un enfant: le père en reçoit quatre dans le premier cas, et deux dans le second. Nous ne pensons pas que le statut du père puisse donner plus ou moins de droits à la naissance de l'enfant. Nous appelons à réduire l'écart entre le secteur public et le privé. Quant au mariage, les six jours correspondent vraisemblablement à l'époque où on travaillait encore le samedi. Nous suggérons de s'aligner sur la période de travail de cinq jours actuellement en vigueur. Il y a - à côté des grands chantiers en cours - un certain nombre de distorsions, de petites choses qui existent par ailleurs. Il faut compléter les grandes réformes par une révision de ce que nous appelons distorsions. On pourrait peut-être aller voir ce qui se fait dans nos pays voisins. A ce stade, notre avis a été discuté avec le directeur du Statec Serge Allegrezza et envoyé aux médias, aux représentants et commentateurs du monde politique. On a pu mettre un certain nombre de choses dans la discussion publique et certaines distorsions sont actuellement discutées.»

www.fondation-idea.lu

«On pourrait peut-être aller voir ce qui se fait dans nos pays voisins»